

Initiative «Monnaie pleine»: impacts pour les clientes et les clients des banques



Le présent document d'information s'adresse aux collaboratrices et collaborateurs des banques. Il répond aux principales questions que les clientes et les clients sont susceptibles de poser.

L'initiative «Monnaie pleine» en bref

L'initiative populaire «Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale!» (initiative dite «Monnaie pleine») sera soumise au vote le 10 juin 2018. Le Conseil fédéral et le Parlement appellent à la rejeter.

L'initiative «Monnaie pleine» exige une transformation radicale du système monétaire suisse actuel, qui aurait des conséquences directes sur l'activité des banques:

- La Banque nationale suisse (BNS) se verrait transférer le monopole d'émission de la monnaie scripturale. Dans le système actuel, les banques d'affaires peuvent créer elles-mêmes, dans des limites définies, ce qu'il est convenu d'appeler de la monnaie scripturale: lorsqu'elles octroient un crédit à un client, elles inscrivent le montant correspondant à son actif et comptabilisent chez elles un engagement, ce qui revient à créer de la monnaie scripturale. Elles n'ont pas à détenir l'équivalent des montants octroyés, car jamais les clients ne retireront tous en même temps les avoirs qu'ils détiennent en compte. Les banques créent ainsi de la monnaie dans le cadre de prescriptions réglementaires claires. L'initiative «Monnaie pleine» entend l'interdire.
- Dès lors, les banques d'affaires ne pourraient plus octroyer de crédits financés comme aujourd'hui sur les dépôts à vue (p. ex. en compte courant ou en compte salaire). Les crédits se raréfieraient et se renchériraient.
- La BNS créerait de la monnaie sans dette, en la distribuant directement aux pouvoirs publics et à la population.

Pourquoi le Conseil fédéral, le Parlement, la BNS et les milieux économiques rejettent-ils l'initiative?

- L'initiative «Monnaie pleine» est inutile. Elle modifie radicalement notre système monétaire, qui fonctionne bien, et ce sans apporter d'amélioration. Rien ne justifie un changement.
- Aucun pays au monde n'a introduit la monnaie pleine et l'on n'a jamais expérimenté un tel changement du système monétaire. «La Suisse deviendrait un **terrain d'expérimentation pour des réformes hasardeuses**», affirme le Conseil fédéral dans sa prise de position.
- La clientèle des banques dans son ensemble est directement concernée. La réforme de la monnaie pleine entraînerait une contrainte de taille pour les banques comme pour leurs clients, car l'octroi de crédit ne pourrait plus être financé sur les dépôts à vue. **Il serait plus cher, plus bureaucratique et plus fastidieux pour les entreprises et les ménages.** Les frais de tenue de compte augmenteraient et il serait plus difficile d'effectuer des retraits sur les comptes d'épargne.

- Si les banques n'étaient plus en mesure de répondre à la demande de crédit, la BNS devrait leur accorder des prêts. Elle exercerait ainsi une influence directe sur l'octroi de crédit par les banques. Il lui incomberait de plus en plus d'alimenter l'économie en crédits, **ce qui entraînerait une centralisation étatique.**
- La BNS rejette l'initiative et dit elle-même: «L'indépendance de la BNS serait menacée si nous devions distribuer l'argent nouvellement créé directement à l'Etat ou aux ménages. **La Banque nationale serait alors à la merci de la sphère politique,** ce qui entraverait l'accomplissement de son mandat.»
- La BNS évoque des **risques importants et des incertitudes pour la place économique suisse.** Des économistes indépendants soulignent les aspects négatifs ainsi que les coûts économiques inhérents à cette expérimentation à haut risque.

Questions et réponses concernant les impacts de l'initiative pour les clientes et les clients des banques

Dans un système de monnaie pleine, qu'est-ce qui changerait pour les clientes et les clients des banques?

Les crédits se raréfieraient et les services bancaires se renchériraient, car les banques seraient tenues de comptabiliser les comptes en monnaie pleine hors bilan et de ne pas y toucher. Elles ne pourraient donc pas investir les fonds ni générer d'intérêts pour les titulaires des comptes.

Les commissions bancaires facturées aux clients augmenteraient-elles?

Les établissements financiers seraient obligés de répercuter intégralement sur leurs clients les surcoûts supportés au titre de la tenue des comptes et du trafic des paiements, par exemple en leur facturant des commissions. Les placements en monnaie pleine deviendraient ainsi des opérations à perte, extrêmement dissuasives.

Les banques pourraient-elles d'ores et déjà proposer des comptes en monnaie pleine?

Oui, mais il n'y a aucune demande pour ce genre de produits.

Qu'en est-il de l'octroi d'hypothèques ou de crédits aux entreprises?

L'octroi de crédit aux ménages et aux entreprises, comme par exemple les PME locales, serait plus bureaucratique, plus fastidieux et plus cher. Si les banques ne pouvaient plus créer de monnaie scripturale, les frais de préfinancement augmenteraient nettement. Il en résulterait non seulement un allongement des délais, mais aussi une hausse sensible des coûts pour les preneurs de crédit. Les entreprises seraient particulièrement touchées.

Dans le système de monnaie pleine, les entreprises et les ménages ne risquent-ils pas de voir se tarir le crédit?

Il est à craindre que l'octroi de crédit se restreigne. En effet, les banques ne pourraient plus financer les crédits sur les dépôts à vue (c'est-à-dire, par exemple, sur un compte salaire). Cela réduirait leur marge de manœuvre en matière d'octroi de crédit et entraînerait un renchérissement. Elles auraient du mal à fournir le volume de crédit requis. En conséquence, la BNS devrait

intervenir en leur prêtant des fonds et en endossant les risques de crédit. Elle exercerait une influence directe sur l'octroi de crédit par les banques. L'encours de crédit serait ainsi partiellement géré par la BNS à l'échelon central et donc étatique.

Les clientes et les clients pourront-ils encore disposer librement de leur argent dans un système de monnaie pleine?

Ce n'est pas sûr, car l'initiative prévoit que la BNS puisse influencer directement sur le montant des dépôts à vue. Le texte de l'initiative stipule en outre expressément que la BNS pourra fixer des délais de conservation minimaux pour les dépôts d'épargne. En d'autres termes, les règles souples qui régissent aujourd'hui les retraits sur les comptes d'épargne céderaient la place à des dispositions beaucoup plus restrictives.

Les avoirs déposés sur un compte sont-ils en sécurité aujourd'hui?

Oui, car ils sont garantis par la garantie des dépôts jusqu'à concurrence de 100 000 francs. esisuisse – Garantie des dépôts garantit en effet les avoirs de la clientèle déposés auprès de banques et de négociants en valeurs mobilières en Suisse. Si ces avoirs deviennent indisponibles par suite de faillite, chaque client se voit rembourser sa part par le liquidateur, dans la limite de 100 000 francs par client et par établissement.

Aujourd'hui, les banques ont-elles toute latitude pour créer de la monnaie?

Non, sans demande de crédit de la part des clients, il n'y a pas de création de monnaie. Et lorsque la demande de crédit existe, la création de monnaie qu'elle génère est clairement encadrée:

1. Les banques doivent déposer des réserves minimales auprès de la BNS.
2. Elles doivent respecter des prescriptions strictes en matière de liquidités et de fonds propres.
3. Les banques doivent examiner chaque demande de crédit en détail et, le cas échéant, la rejeter.
4. En outre, par le biais du taux d'intérêt de référence, la BNS pilote d'ores et déjà indirectement l'octroi de crédit et, par là même, la création de monnaie scripturale par les banques. Avec l'Autorité de surveillance des marchés financiers (FINMA), elle veille à ce que toutes ces règles et mesures soient appliquées.

Informations complémentaires

Pourquoi l'Association suisse des banquiers (ASB) rejette l'initiative «Monnaie pleine»:

<http://www.swissbanking.org/fr/themes/actualite/initiative-monnaie-pleine>

Pourquoi les milieux économiques disent «non» à la monnaie pleine: <http://www.monnaiepleine-non.ch/>